

La coalition UNIDOS PODEMOS prend de la force en Espagne



Par Guillermo Alvarado

Les résultats d'un sondage diffusés il y a seulement quelques heures à Madrid, révèlent que la coalition récemment créée «UNIDOS PODEMOS» un jeu de mots avec le nom du parti de Pablo Iglesias, et de la Gauche Unie, «Unis, nous pouvons» se profile d'ores et déjà comme la seconde force électorale en vue des législatives du mois prochain, en Espagne.

Selon les résultats de ce sondage, cette coalition viendrait seconde après le Parti Populaire, le PP, et reléguerait à la troisième position le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, parti de centre droite.

Cela signifie, entre autres, la fin du dit bipartisme en Espagne et la proximité d'un éventuel gouvernement progressiste répondant aux besoins de larges couches de la population et non aux intérêts du grand capital financier, responsable et en même temps le grand bénéficiaire de la crise actuelle.

Comme vous vous souviendrez certainement, les élections de décembre dernier ont été caractérisées par une forte dispersion de voix et aucun parti n'a été en mesure de former un gouvernement dans les délais établis par les lois. C'est pourquoi le roi Felipe VI a dû dissoudre les Cortés et convoquer de nouvelles élections le 26 juin prochain.

Cette fois-ci, le parti PODEMOS, dirigé par Pablo Iglesias, a noué une importante alliance avec la Gauche Unie, dirigée par Alberto Garçon, ce qui vient transformer le spectre politique espagnol.

Le sondage organisé par la firme NC Report a signalé que la coalition progressiste obtiendrait presque un million de voix de plus que le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, même si cette différence n'aurait pas un poids significatif dans le nombre de députés aux Cortés.

Les pronostics de ce sondage accordent à la coalition UNIDOS PODEMOS entre 76 et 81 sièges alors que le PSOE aurait 80 ou 81.

Le Parti Populaire du président du gouvernement Mariano Rajoy aurait cependant le plus grand nombre de voix, toujours selon cette enquête, entre 125 et 130 sièges au Parlement, encore très loin des 176 nécessaires pour former un gouvernement en cavalier seul.

Tout cela risque de changer d'ici le 26 juin, si les partis arrivent à éveiller l'enthousiasme de la population et augmenter la participation aux urnes en dessus de 63,8% prévu.

La campagne sera brève, certes, mais très intense et d'ores et déjà, la droite la plus réactionnaire a fait démarrer une campagne de peur qui affirme qu'un gouvernement de gauche mènerait l'Espagne à la banqueroute.

Évidemment, cette campagne omet, qu'après de décennies de bipartisme et d'exécutifs de centre et de droite, l'Espagne est en ruines.

Aujourd'hui, plus de 4 millions d'Espagnols sont au chômage et des centaines de milliers de familles se sont retrouvées dans la rue.

Alors que le taux de chômage s'est discrètement réduit ces derniers mois, ce ne signifie aucunement pour autant une tendance ferme car pendant le premier trimestre de cette année, 65 mille postes de travail ont été supprimés.

A cette hauteur de la partie, la droite n'a rien de nouveau à montrer aux Espagnols. La preuve? Ce dimanche, des milliers de personnes sont descendues dans la rue à Madrid pour commémorer le 5e anniversaire du mouvement des Indignés, surgi précisément des cendres répandues dans ce pays par le néolibéralisme.



Radio Habana Cuba